

EDITORIAL



Sauver le pays du suicide politique!

La Mauritanie traverse une crise sans précédent, illustrée par le renchérissement des denrées de première nécessité, l'insécurité, le délitement de tous les secteurs de l'enseignement, la sécheresse et les intempéries de toutes sortes. A ce lot peu reluisant vient s'ajouter, et comme pour le couronner, une crise politique multidimensionnelle sans précédent.

En effet la motion de censure déposée par une quarantaine de députés vient prouver deux choses : le divorce de la majorité avec l'homme qu'elle avait dit-on hissé au pouvoir, Monsieur Sidi Ould Cheikh Abdallahi. La décomposition de cette même majorité, les miasmes incompris mais compréhensibles de certains pans de l'opposition ayant rejoint la majorité au second tour des élections précédentes ne tiennent qu'à cela : la contradiction primordiale qui oppose, en ces moments pressants, les députés à l'origine de la censure du gouvernement de Waghef.

La genèse de cette crise est facile à comprendre : le délitement des secteurs vitaux comme l'éducation, la main mise des lobbies commerciaux issus des forces tribalo-népotiques sur les secteurs vitaux, la mauvaise gestion, la corruption à grande échelle et la gabegie ont entraîné un raz le bol populaire criant devenu aujourd'hui irréversible et qui s'est traduit par une réaction légale et républicaine de la part d'une majorité de députés qui veulent résolument en découdre avec une situation catastrophique au point de

dévoier notre jeune démocratie.

Au-delà des prestations médiocres des deux gouvernements successifs et les mécontentements du peuple qui, à juste titre, agit en défenseur de la démocratie. C'est, semble-il, le retour des dinosaures, ceux qu'on appelle communément les symboles de la gabegie, qui a fait déborder le vase. Bien qu'une large opinion commençait déjà à se remémorer de l'époque *Tayenne*, faste par rapport à celle de *Al Hajjaj*, le retour des hippopotames n'a semblé enchanter personne. Actuellement nous sommes devant deux alternatives : ou un changement de gouvernement ou une dissolution de l'assemblée. A moins que le président trouve un compromis avec toutes les parties prenantes pour réajuster un gouvernement déjà pléthorique et bigarrée.

Cependant, le dernier discours du président de la république n'augure pas une sortie de crise honorable à toute la classe politique. Car malheureusement, la menace de dissolution du parlement qu'a bradé le Chef de l'Etat dans son allocution ne fera qu'empirer une situation de crispation et de débandade politique trop risquée pour l'avenir du pays. Mais de l'avis de l'immense majorité...la solution salvatrice ne peut être qu'issue de la volonté populaire symbolisée et représentée par les porteurs de la motion. Devant la maturité de la majorité et la sagesse jusqu'ici remarquable de ceux qui ont étayé et appuyé ce processus, qui n'a été acquis qu'à grands frais et au prix de grands sacrifices, le Président devrait accompagner ce mouvement, pour ne pas parler de fronde, avec sagesse et pugnacité. Mais qu'à cela ne tienne le prochain gouvernement, pour être pérenne et non sujet aux surenchères et aux remises en cause, devrait se doter d'une équipe de cadres compétents probes et intègres, en dehors des manigances régionales, tribales, ethno- raciales et des obédiences idéologiques meurtries et surtout de l'influence perverse des groupes des commerçants et des financiers véreux. On nous dira que c'est là une belle gageure ! Mais, c'est seulement à ce prix que notre démocratie et notre pays pourront survivre.

Boumouzouna



Les centres d'enfouissement des déchets sont dangereux

Commémoration de la journée mondiale de l'environnement



Don de 100 Tonnes de blé de la MCM aux Populations de l'Inchiri

DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE TRANSMISE A LA 11eme SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION AFRICAINE, LE 30 JUIN 2008.

L'ONG Agir en Faveur de l'Environnement qui est membre fondateur des organisations de la société civile de l'Union Africaine vient de participer à la 11^{me} session ordinaire de l'assemblée de l'union africaine orga-

Commémoration de la journée mondiale de l'environnement



La Mauritanie, à l'instar de la communauté internationale a célébré ce jeudi la journée mondiale de l'environnement sous le thème "pour une économie avec moins d'émissions de carbone". Cette commémoration a été marquée par une cérémonie organisée à la faculté des sciences et techniques de Nouakchott présidée par le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'environnement, M. Dahmoud Ould Merzoug et en présence de ses homologues de l'hydraulique et de l'énergie; de l'agriculture et de l'élevage; de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des relations avec le parlement ainsi que M. Brahim Ould Bah, conseiller à la Présidence. Le président de l'association SOS Oasis, a dans un mot prononcé pour la circonstance indiqué que la présence remarquable des autorités publiques et des partenaires au développement ainsi que des acteurs de la société civile dénote d'un engagement lucide et d'une prise de conscience accrue de la corrélation entre la protection de l'environnement et le développement durable".

Le choix de ce thème "pour une économie avec le moins d'émissions de carbone" pour la journée cette année, poursuit-il, en dit long sur le contexte actuel de l'environnement mondial caractérisé par une perturbation écologique, liée à une accumulation des gaz à effet de serre qui affectent directement le climat global et le niveau des océans. Il a mis l'accent sur le fait que "les recherches menées sur les changements climatiques montrent clairement que le climat global subit actuellement des changements significatifs, bien que la part de responsabilité de la Mauritanie dans ces transformations reste minime". Tout ceci dit-il enfin, met en évidence la vulnérabilité de la zone côtière mauritanienne et notamment les villes de Nouakchott et de Nouadhibou ainsi que des infrastructures existantes sur le littoral. Pour sa part, la représentante du PNUD, Mme Nargis Saidane a dans son mot souligné que l'économie de la Mauritanie dépend pour 64% de la pêche,

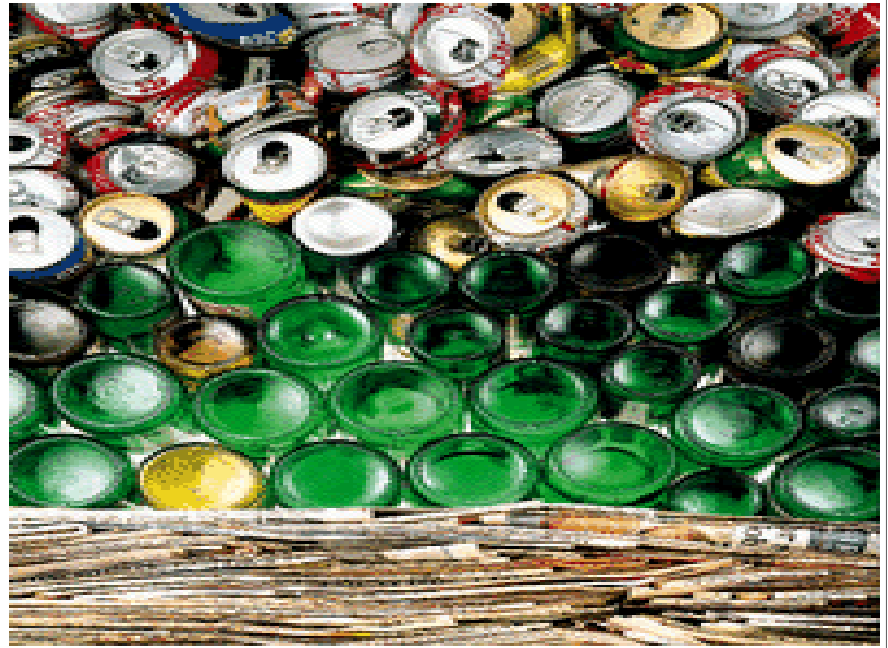
de l'agriculture et de l'élevage, donc des ressources naturelles alors même que ces ressources sont menacées par une surexploitation alarmante elle même moteur de désertification. En passant en revue quelques extraits du discours du secrétaire général de l'ONU, la représentante du PNUD a appelé à la mobilisation de l'opinion nationale et internationale sur la nécessité de préserver l'environnement.

A l'issue de la cérémonie les ministres ont visité une exposition photo qui traduit l'importance des énergies renouvelables et qui montre les méthodes de transformation de la plante "Tiffa" largement répandue sur la rive du fleuve et qui peut être utilisée à la fois comme bois de chauffe et comme fourrage. La délégation ministérielle a aussi visité le centre de recherche scientifique et des énergies renouvelables créé en 2002 et suivi les explications techniques sur ce centre et son système d'irrigation par goutte à goutte, ses générateurs éoliens utilisés pour le traitement des eaux et pour

produire de l'énergie électrique. Enfin la délégation a planté deux cents arbustes dans la moughataa de Dar Naim, une occasion pour la maire de cette commune de mettre en exergue les efforts du gouvernement pour favoriser l'équilibre environnemental. La journée a été également marquée par la visite de l'exposition organisée par la GTZ (Coopération allemande) sur l'environnement maritime. L'ambassadeur d'Allemagne a, à cette occasion, dit la disponibilité de son pays à développer la coopération avec la Mauritanie notamment en matière de biodiversité. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère chargé de l'environnement, du wali de Nouakchott, du hakem de la moughataa du Ksar et du président de l'université de Nouakchott ainsi que de représentants de la société civile oeuvrant dans le domaine de l'environnement.

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Les centres d'enfouissement des déchets sont dangereux



Les autorités ont permis à une capitale à l'instar de tache Société..... étrangère d'huile, le centre d'enterrer les déchets et les d'enfouissement se trouvera très ordures ménagères de la capitale bientôt au centre de Nouakchott. à un point stratégique, on, à moins de 25 kilomètres du Sans parler des nuisances centre ville. Or la proximité du olfactives, sensorielles, des point d'enfouissement, les pollutions inhérentes au mode techniques employées et les de transport, qui, il faut nuisances de toutes sortes l'avouer, ne sont pas parmi les inhérentes à la manutention et plus mauvaises pratiquées à au transport interpellent la travers le monde, c'est le conscience des citoyens, des principe même de décideurs ainsi que celle de la l'enfouissement et ses société civile impliquée dans techniques, ajoutée à la l'environnement proximité, qui est reprochable

Il y a en principe trois au point de vue environnemental techniques de gestion des et sanitaire.

déchets : l'enfouissement, Nous verrons qu'en l'absence de l'incinération et le compostage, de la mise en place compostage... Bien que de membrane imperméable, la l'incinération soit considérée par proximité de la nappe les environnementalistes comme phréatique- n'oublions pas que la technique de traitement la l'eau saumâtre des puis plus dangereuse, traditionnels environnants se l'enfouissement est également trouvent à moins de trois à cinq très nocif. mètres, parfois moins.

Il faut relever au départ que le Or l'infiltration des eaux de choix de la proximité est pour le ruissellement, par suite des moins aberrant puisqu'en réalité pluies qui s'abattent en principe le point d'enfouissement se en automne, accélère trouve en pleine périphérie de la l'infiltration des déchets ville à moins que l'on soit organiques qui s'infiltrent en aveugle ou que l'on néglige des contaminant les nappes.

populations qui peuplent les Les centres d'enfouissement quartiers alentours depuis des stockent les déchets sous terre, décennies, alors qu'au rythme dans un milieu dépourvu actuel de la progression de la d'oxygène, cependant que les

matières organiques produisent cours de la décomposition du biogaz 20 fois supérieur au des déchets. Quand les gaz se gaz carbonique responsable de forment, la pression s'accroît à l'effet de serre. Les l'intérieur des déchets, forçant conséquences néfastes sur la les gaz à se déplacer. Des gaz détérioration des écosystèmes et fuient à travers le sol ou le réchauffement, en principe s'échappent simplement dans sont loin d'être négligeables à l'atmosphère

long terme .Or nous savons que En raison des contaminations c'est seulement la conjugaison graduelles les oiseaux ,les des efforts en ce domaine qui animaux meurent provoquant peut assurer le ralentissement de l'extinction exponentielle de la réchauffement graduel faune et une rupture inéluctable catastrophique à l'échelle au niveau de la chaîne planétaire. biologique.

Sur le plan sanitaire les La dimension à court terme et les conséquences négatives sur conséquences peuvent être l'environnement et la santé nous catastrophiques Des études font dire que le choix du site et des études annoncent que les femmes dans une grande mesure les vivant près des centres techniques employées nous d'enfouissement de déchets où amènent à penser que le site les gaz s'échappent ont un choisi est loin d'être idéal, aussi risque quatre fois plus important longtemps qu'une gestion d'avoir un cancer de la vessie ou rationnelle des déchets demeure un leucémie. Les enfants et les notre préoccupation primordiale, tranches âgées de la population au détriment du profit et du son encore plus exposées aux lucre cancers, leucémies et autres En réalité le fait de vivre près malformations consécutives à la d'un centre d'enfouissement de pollution de l'air de l'eau et de s déchets est dangereux pour la écosystèmes santé, peu importe qu'il s'agisse de centres d'enfouissement de centres d'enfouissement contenant des déchets solides ou des déchets toxiques.

Les gaz des centres En fait les centres d'enfouissement sont composés d'enfouissement de déchets d'oxygène, cependant que les d'enfouissement des déchets au contiennent des résidus toxiques

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Mensuel indépendant Visite site Web: www.ongafe.org et www.afe.mr N° 33 mois de juillet 2008

**DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE TRANSMISE A LA
11eme SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE DE L'UNION AFRICAINE, LE 30 JUIN 2008.**

L'ONG Agir en Faveur de l'Environnement qui est membre fondateur des organisations de la société civile de l'Union Africaine vient de participer à la 11^{ème} session ordinaire de l'assemblée de l'union africaine organisée à Sharm El Sheikh en Egypte.

Nous, membres de la Société Civile Africaine comprenant les organisations travaillant entre autres sur les questions d'eau et assainissement, de genre, de la jeunesse, des droits humains, de la paix et la sécurité et du développement durable,

Nous sommes rencontrés à Sharm El Sheikh, Egypte, du 17 au 19 juin 2008 avec le soutien de African Citizens' Directorate et du Département de l'Economie et Agriculture Rurales de la Commission de l'Union Africaine, lors d'un programme de la 11^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine, en vue de discuter les questions qui affectent notre Union de façon globale et les problèmes d'eau et assainissement en particulier; **Exprimons** notre appréciation à son Excellence Ho-

norable Président Hosni Mubarak, Président de la République Arabe d'Egypte et au Gouvernement et peuple d'Egypte pour leur accueil chaleureux pendant notre rencontre;

Exprimons d'avantage notre appréciation à son Excellence Honorable Président Jakaya Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie et Président de l'Union Africaine pour sa compétente direction de l'Union et grands progrès réalisés depuis son accession à la direction de l'Union;

Reconnaissons la contribution de son Excellence Honorable Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine, vers l'élargissement de l'espace pour la participation de la Société Civile au sein de l'Union, en particulier au sein de la Commission de l'Union Africaine, du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine et du Parlement Panafricain;

Notons avec profonde satisfaction que c'est la toute première fois que la Société Civile Africaine a été invi-

tée à directement s'adresser aux Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union;

Affirmons notre rôle d'accompagner nos gouvernements dans leur travail vers l'accomplissement des objectifs africains de développement, plus particulièrement à travers le renforcement des liens entre la communauté et le gouvernement, en fournissant une voix aux sans voix et en offrant des perspectives alternatives sur les défis auxquels nous faisons face en tant que continent;

Rappelons que l'Objectif de développement du Millénaire est de "réduire de moitié la proportion des gens sans accès durable à l'eau adéquate à boire et à l'assainissement de base";

Sommes conscients du fait que l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour la santé et dans diverses activités de gagne-pain est dans un état critique au développement africain et que l'Eau c'est la Vie, l'Assainissement étant la Santé et la Dignité.

Sommes davantage conscients des effets de manque

d'accès à l'eau propre et à l'assainissement adéquate, comprenant les longues heures accordées à la collecte de l'eau au détriment d'autres activités productrices, femmes et jeunes filles risquant leurs vies à collecter de l'eau sur des sources à longue distance, l'augmentation de terribles épidémies, les revenus dépensés à traiter des épidémies préventives, la mortalité élevée causée par la diarrhée et maladies associées par rapport à celle causée par la malaria et le VIH/SIDA combinés, ainsi que les filles qui quittent l'école suite aux installations sanitaires scolaires inadéquates; et

Tenant compte du problème de beaucoup d'africains vivant sans accès à l'eau propre et sans installations sanitaires adéquates qui a atteint des proportions de crise, et aggravé par des ressources inadéquates allouées à ces secteurs, des interventions politiques inadéquates qui ont visé ces secteurs tout comme les développements adverses causés par des facteurs externes comme le changement climatique.

L'ONG AFE (Agir en Faveur de l'Environnement)

l'environnement est l'affaire de tous. **L'AFE** est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

**DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE TRANSMISE A LA
11eme SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE DE L'UNION AFRICAINE, LE 30 JUIN 2008.**

DECLARONS QUE:

Paix et sécurité, gouvernance démocratique et pluralistique sont des conditions préalables pour réduire la pauvreté et amener un relatif développement humain durable et les Etats membres de l'Union Africaine devraient soutenir et encourager les efforts visant la réalisation de ces conditions préalables.

La société civile s'engage à travailler avec les gouvernements et les communautés afin de s'assurer que l'eau en tant que ressource alarmante et à qui l'on accorde une moindre importance, est géré de façon durable et équitable et la société civile s'assurera que les projets qui travaillent pour la réalisation de cet objectif sont suivis et évalués de façon indépendante. En plus, les organisations de la société civile devraient améliorer leurs responsabilités envers les communautés avec qui elles travaillent et envers les pays dans les-

quels elles travaillent.

C'est encourageant que le débat politique sur les questions d'eau et

d'assainissement est entrain d'être mené au niveau politique le plus élevé de l'Assemblée de l'Union, la mise en oeuvre et le suivi devraient être entreprises par des organes pertinents de l'Union, les structures gouvernementales nationales et locales en impliquant tous les partenaires, les organisations de la société civile entre autres.

L'Union Africaine est à encourager à appuyer la Déclaration d'e Thekwani sur l'assainissement. Tous les Etats Membres de l'Union Africaine de déclarer que l'eau et l'assainissement constituent un droit humain de base. Une division d'eau et assainissement est à créer au sein du Département de l'Economie et Agri-

culture Rurales de la Commission de l'Union Africaine.

Un groupe en charge d'eau et assainissement devrait être établi sous le Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine et le Conseil Ministériel Africain sur l'Eau (AMCOW) totalement intégré au sein des structures de l'Union Africaine en tant qu'un de ses Comités Techniques Spécialisés.

Il est impératif que les responsabilités institutionnelles sur les questions d'assainissement, Particulièrement au niveau National, sont clarifiés.

Les Etats Membres de l'Union Africaine devraient être encouragés à développer des plans d'investissements nationaux sur l'eau et l'assainissement, avec des budgets clairs et responsabilités institutionnelles visant l'augmentation de cet investissement à un minimum de 2% du GDP national respectif.

Il devrait y avoir consul-

tation effective des citoyens lors des politiques de

Développement sur les questions d'eau et assainissement et

l'accès aux mécanismes d'information devraient être mis en place

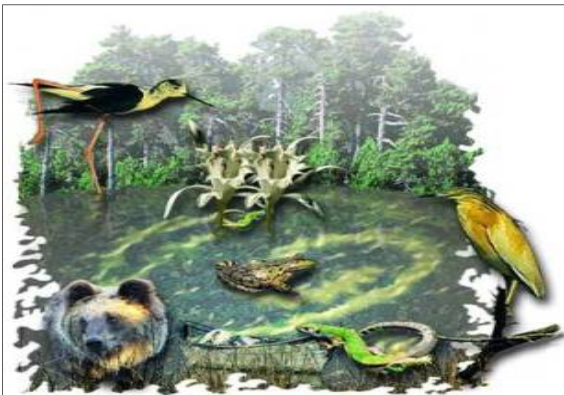
pendant le développement des politiques et la mise en oeuvre.

Le développement des politiques et le processus de mise en oeuvre

devraient prendre en considération les besoins des groupes marginalisés,

particulièrement ceux vivant avec le VIH/SIDA, les infirmes, ceux vivant dans les agglomérations urbaines informelles ainsi que les communautés nomades.

Fait ce 19 juin 2008
à Sharm El Sheikh, en
République Arabe
d'Egypte

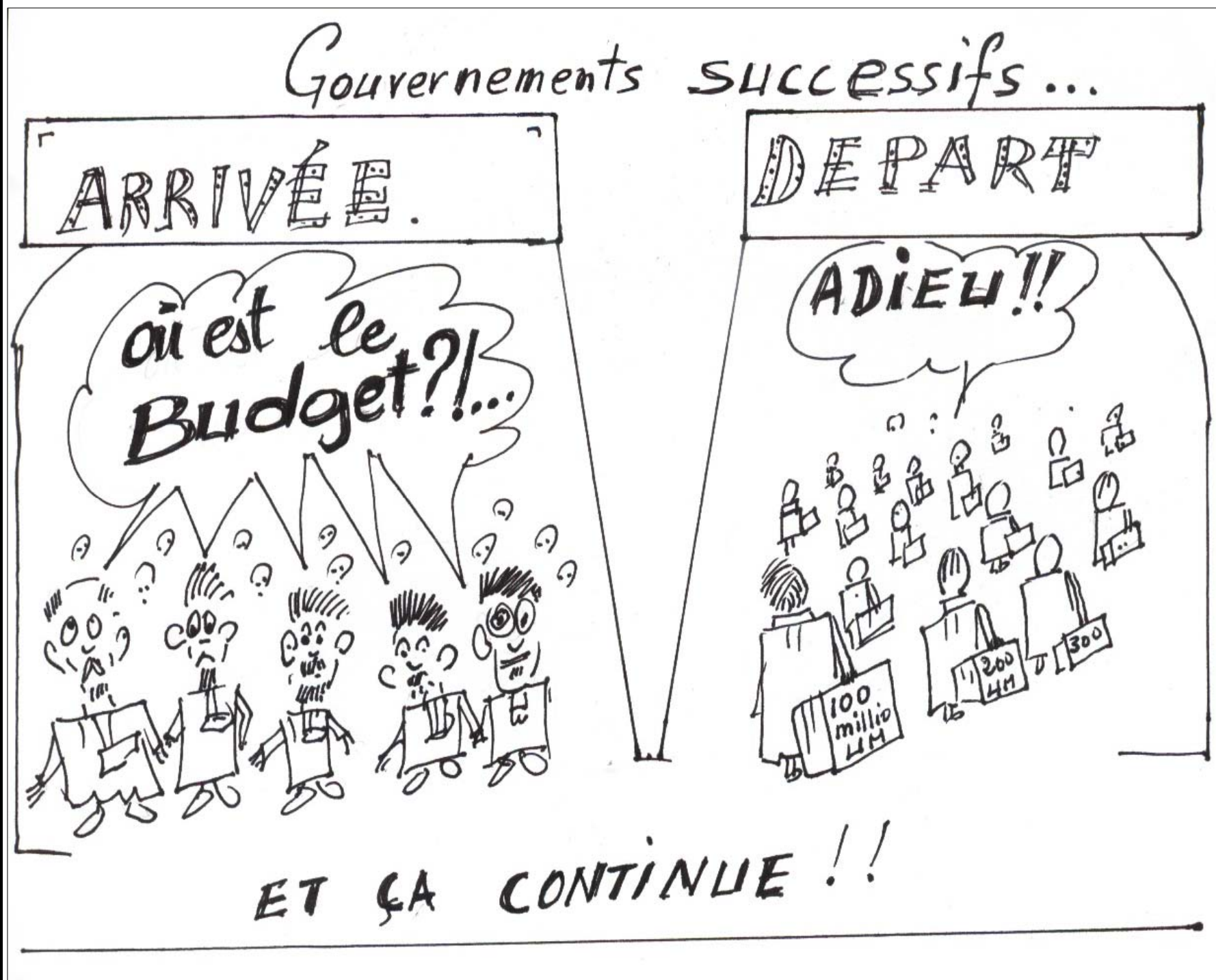


Conserver *la biodiversité* en Mauritanie favorisera certes un épanouissement environnemental durable.
L'ONG *Agir en Faveur de l'Environnement* appelle tous les acteurs du développement et organisations de la société à participer dans la campagne de sensibilisation pour une biodiversité riche et enrichissante.

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Mensuel indépendant Visite site Web: www.ongafe.org et www.afe.mr N° 33 mois de juillet 2008

Caricature



Pour une meilleur stratégie de gestion des déchets

Notre pays doit à l'instar des nations modernes adopter une stratégie nationale pour la gestion des déchets. Cette stratégie doit s'inspirer des exploits réalisées par les pays les plus développés dans ce domaine. Sur ce, une telle stratégie doit prendre en considération les dispositions suivantes:

> la mise en œuvre d'un programme national de gestion des déchets liquides urbains et industriels ;

> le développement de centres de soutien pour la mise en fonctionnement d'usines de traitement des déchets ;

> la création d'infrastructures de traitement des déchets (3^{ème} phase) dans les régions sensibles ;

> l'adoption, dans certaines zones, de technologies novatrices, adaptées au traitement des déchets liquides et au recyclage des déchets traités ;

> la création d'infrastructures de

traitement des déchets industriels.

> la mise au point d'un programme national intégré pour la gestion des déchets ;

> la revalorisation des sites d'enfouissement des déchets existants ;

> la construction de nouveaux sites d'enfouissement ;

> la mise en place d'un programme de recyclage à long terme ;

> l'ouverture d'un centre de

compostage ;

> la mise en œuvre de techniques novatrices pour le ramassage, le traitement et l'élimination des déchets ;

> le nettoyage du littoral, en insistant sur les zones touristiques ;

> la création d'un centre de transfert des déchets ;

> la construction de sites pour le ramassage et le traitement des déchets agricoles, dangereux et hospitaliers.

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Mensuel indépendant

Visite site Web: www.ongafe.org et www.afe.mr

N° 33 mois de juillet 2008

Lancement d'un atelier sur la stratégie d'assistance aux victimes des mines

Le ministre de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, M. Yahya Ould Kebd, a indiqué que le gouvernement mauritanien est déterminé à nettoyer l'ensemble du territoire national des mines antipersonnel à l'horizon 2011 suivant le texte et l'esprit du traité d'Ottawa. "Le Programme national de déminage constitue une traduction effective et éloquente des orientations de l'Etat en matière de déminage et d'assistance aux victimes des mines", a ajouté le ministre en ouvrant les travaux d'un atelier de concertation sur la stratégie d'assistance aux victimes des mines, dimanche à Nouakchott. Cet atelier regroupe 50 participants choisis parmi les élus et la société civile dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Tiris Zemmour qui sont directement concernées par les mines. Le ministre a précisé que quelque 250 personnes en Mauritanie ayant fait l'objet d'accidents d'explosion de mines doivent être assistées à travers un suivi sanitaire permanent, la formation et l'insertion dans la vie économique et sociale active. De son côté, le coordinateur du Programme national de déminage, le lieutenant colonel Alioune Ould Mohamed El Hacem, a indiqué que les mines laissées après les guerres dans le territoire de certains pays handicapent gravement les efforts de développement de ces pays et provoquent des pertes humaines et matérielles. Il a ajouté que 2 personnes meurent chaque minute dans le monde suite à l'explosion de mines et qu'au cours de l'année 2007, les mines ont tué 15.000 personnes dont deux en Mauritanie. Le coordinateur a souligné que son programme a réussi à intégrer les ONG dans le domaine du déminage et à former plus 160 animateurs, 20 guides touristiques, 30 instituteurs et directeurs d'écoles et 45 agents de sensibilisation. Le programme de sensibilisation a également profité à près de 45.000 personnes parmi les bergers, les nomades et les habitants des zones minées. Pour sa part, le représentant de l'UNICEF à Nouakchott a affirmé que la Mauritanie a franchi de grands pas dans le déminage grâce aux campagnes de sensibilisation et la prise en charge des victimes par le Programme national de déminage avec le concours des partenaires au développement. Il a exprimé la disponibilité de son organisation à poursuivre l'appui au gouvernement dans cette mission. Des victimes de mines ont reçu des chèques pour le financement de programmes à l'issue de la cérémonie qui s'est déroulée en présence du ministre de la défense nationale, de celui de la santé et du

commissaire chargé de la protection sociale et de la sécurité alimentaire.

Le ministre de l'environnement invite les responsables régionaux de la protection de l'environnement à plus de sérieux et d'abnégation dans le travail

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Environnement, M. Dahmoud Ould Merzoug, a invité les responsables régionaux de la protection de l'environnement à plus de sérieux et d'abnégation dans le travail pour relever les défis qui se posent au département de manière générale et à la protection de la nature de façon particulière. Le ministre, qui a tenu une réunion avec les responsables régionaux du département, en présence du secrétaire général du ministère, M. El Moctar Ould Beïbe, et des directeurs centraux, a demandé à ces cadres de faire preuve de responsabilité dans l'accomplissement de leur mission, conformément aux orientations du président de la République, M. Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi.

Il a également rappelé le démarrage prochain d'une campagne nationale de reboisement, au lieu d'une semaine nationale de l'arbre, et des dispositions prises pour débiter, très tôt, la réalisation des pare-feux, demandant aux responsables des services régionaux de prendre conscience de leur rôle dans la mobilisation et la sensibilisation. La réunion a aussi passé en revue les mesures à prendre pour préserver les ressources naturelles, notamment la protection des pâturages naturels dans la zone d'El Atf. Elle a également diagnostiqué la situation actuelle des services régionaux de la protection de la nature et discuté de ce qu'il faut faire pour redynamiser le rôle de ceux-ci, en plus de l'examen des mesures légales à prendre pour mettre un terme aux agissements nuisibles, telle la chasse non autorisée et l'exploitation du charbon de bois. Le ministre avait rencontré, hier lundi, les walis mouçaid chargés des affaires économiques dans les wilayas des deux Hodhs, de l'Assaba, du Gorgol, du Guidimakha, du Brakna et du Trarza qui prenaient part aux journées de sensibilisation sur les feux de brousse et la protection du milieu naturel, tenues à Nouakchott les 21 et 22 juin derniers. Au cours de la réunion, la situation de chaque wilaya, dans le domaine de la protection de la nature, a été évaluée.

Une mission de la commission technique du PSI évalue le programme en Inchiri

Une mission de la commission technique chargée du suivi du Programme

spécial d'intervention (PSI) a tenu, dimanche à Akjoujt, une série de réunions avec les autorités administratives, les élus et les organisations de la société civile au sujet de l'état d'avancement de ce programme dans la wilaya. Cette visite vise à prendre connaissance des problèmes posés pour l'exécution du programme et des solutions proposées, a indiqué M. Mohamed Ould Chriv Ahmed, conseiller à la présidence de la République. Il a ajouté que le contrôle du PSI a pour but de garantir la transparence dans son exécution. La mission a également visité des digues dans la moughataa d'Akjoujt, réhabilitées dans le cadre du PSI, ainsi que deux boutiques pilotes financées par le ministère de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle et un périmètre pilote à Akjoujt.

Les travaux d'aménagement des périmètres agricoles entre Rosso et Boghé vont bon train

Le secrétaire général du ministère de l'agriculture et de l'élevage, M. Mohamed El Mustapha Ould Abdi, a indiqué que les travaux d'aménagement des périmètres agricoles irrigués sur la route Rosso - Boghé se déroulent dans de bonnes conditions et conformément au planning préétabli. La société chargée de l'aménagement de ces périmètres travaille jour et nuit, a ajouté M. Ould Abdi qui s'est rendu sur les lieux en compagnie du wali du Trarza et du conseiller technique du ministre. Il a précisé dans une déclaration à l'AMI qu'il a supervisé sur place le démarrage des engins agricoles arrivés récemment à Rosso ainsi qu'une session de formation au profit des chauffeurs de ces engins.

La Mauritanie célèbre dimanche la Journée nationale des personnes handicapées

Le Commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire a appelé tous les acteurs nationaux à contribuer à la dynamisation et la mise en oeuvre de la loi portant protection et promotion des personnes handicapées. "La célébration de cette journée est organisée cette année sous le thème : accès des personnes handicapées aux services de base", a indiqué le commissaire à l'occasion de la célébration par la Mauritanie de la Journée nationale des personnes handicapées. Il a rappelé les acquis réalisés sur la voie de l'insertion de cette frange dans la vie active, citant la "loi portant protection et promotion des personnes handicapées", du 23 novembre 2006. Le commissaire a promis que le CPSSA fera tout le possible pour venir en aide aux handicapés en coordination avec tous les

autres secteurs. Le programme de la Journée comprend des activités de sensibilisation culturelle et sportive autour des droits de cette frange qui représente 7% de la population, la distribution de produits alimentaires au profit de 400 ménages et des visites de terrain aux sièges des associations membres de la Fédération nationale des personnes handicapées.

L'institut de formation féminine expose les produits de ses stagiaires

L'institut de formation pour la promotion féminine a organisé, dimanche dans son siège à Nouakchott, une exposition des produits de ses stagiaires pour l'année scolaire 2007/2008 sous le thème : "la femme et la formation professionnelle", avec la distribution de prix aux meilleurs lauréates. Cette exposition est accompagnée de journées ouvertes sur la formation professionnelle féminine visant à faire connaître les expériences dans ce domaine et à sensibiliser les femmes sur la nécessité de s'orienter vers la formation. Prenant la parole à cette occasion, la ministre de la promotion féminine, de l'enfance et de la famille, Mme Fatimettou Mint Khattry, a précisé que son département, par ces journées ouvertes, vise à sensibiliser sur la formation des femmes chefs de ménages et des filles en déperdition scolaires et leur insertion dans la vie active. Elle a souligné l'importance des métiers et savoir-faire dans l'accès aux marchés de travail et de production. La ministre a considéré que le secteur de la promotion féminine, de l'enfance et de la famille, en dépit de l'intérêt qui lui est accordé par l'Etat, continue de connaître des problèmes essentiels comme le chômage et le faible accès de la femme aux services de santé, d'éducation et d'outils de production. Auparavant, la directrice génératrice de l'Institut, Mme Hetoutou Mint Abdellahi, a rappelé les missions de cette structure créée en 1974 consistant à accueillir les filles en déperdition scolaire dans les branches de la couture, de la coiffure, de la cuisine et de l'informatique. Elle a ajouté que l'Institut organise des formations continues dans les domaines du séchage des viandes, des légumes et des piments ainsi que de la couture. Mme Hetoutou Mint Abdellahi a aussi évoqué les problèmes posés à l'Institut, notamment le bas niveau des formateurs et l'inconfort des équipements. La cérémonie a eu lieu en présence des ministres de l'enseignement fondamental et secondaire et de l'alphabétisation, de la santé et de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle ainsi que de la représentante du FNUAP.

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Mensuel indépendant Visite site Web: www.ongafe.org et www.afe.mr N° 33 mois de juillet 2008

PARTENARIAT ENTRE L'ONG AGIR EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET P.A.M (PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL)

L'ONG Agir en Faveur de L'objectif est la création de chargé en collaboration avec l'Environnement (ONG AFE) comités de gestion SAVS le PAM et le CPSSA de la vient de signer un dans 14 sites (Bousteilla – supervision de mémorandum d'accord de Moughataa de Timbedra – l'acheminement pour les partenariat avec le Wilaya du **Hodh Echargui**). comités villageois. Elle est Programme Alimentaire Ces comités sont des aussi chargée du contrôle et Mondial (PAM). Cet accord coopératives chargées de la du stockage des denrées par est relatif à la mise en œuvre gestion des produits les communautés d'activités de stock alimentaires sous leur villageois.

alimentaire villageois de responsabilité. Le Chargé de Programme de sécurité dans le cadre de L'ONG AFE est chargée de l'ONG AFE dans les deux l'intervention prolongée de l'encadrement, la formation, Hodhs secours et de redressement la mise en place et le suivi des Mr Abidine Ould Cheikh (AFE/SAVS/ comités de gestion des SAVS. Basé à Aioun IPSR10605.0/2008/07). L'ONG AFE est également

CHEMSIYAT

Directeur de Publication

Ahmed Vall o/ Boumouzouna

Rédacteur en chef

Abidine ould Cheikh

Rédacteur en chef ad-joint

Fatimetou m/ Sid'Ahmed
Comité de rédaction
Elhacen o/ Cheikh
Ahmedi o/ Zeidane
Nibghouha Bâ
Lebatt o/ M'barek

Siège

Ksar ancien lot 564

Tel : 63034 50 /64555 47

Fax : 525 59 25

BP : 1732

Nouakchott

Maquette
Boydiye2

Tirage

Imprimerie
El Menar

	Sites	Tonnage en kg	Beneficiaires
Don de 146 T 870 kg de blé	Bousteilla 4	15 000	417
	Tagha	10 000	278
	Adkour Hel beti	10 000	278
	Arche Hel Salem	10 000	278
	Leghdeira Zargue	11 000	306
	Bouniye	10 000	278
	Tayer touba 1	11 000	306
	Tayer touba 2	11 000	306
	Hassi Etil	11 000	306
	Koumbi Djoufi	10 000	278
	Arche Messoud	10 800	300
	Arche Yerba	10 800	300
	Lekreize	8 020	223
	Verkeli Hel belkheir	8 250	229
Total		146T 870	4080

Don de La MCM Livre 100 Tonnes de Blé aux populations nécessiteuses de la Wilaya de l'Inchiri

La société MCM (Mines de Cuivre de Mauritanie) vient de remettre aux autorités régionales de l'Inchiri un don de 100 tonnes de blé destiné aux populations de la Wilaya. Prenant la parole à cette occasion, Monsieur Bira de Oliveira, Directeur Général de MCM a souligné son attachement à accompagner les populations dans cette période difficile caractérisée par une sécheresse persistante et une rareté des pluies. Il a par ailleurs affirmé que la société MCM interviendra dans divers domaines notamment : La santé, l'éducation et l'agriculture. Il faut noter que la MCM a distribué d'autres quantités de blé en début d'année.



Faites lires votre mensuel d'informations environnementales et générales de la Mauritanie